

A FONDS PERDUS

UN JUSTE RETOUR DES CHOSES



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

obstruent l'expression d'une concurrence libre et parfaite sur les marchés.

« Ces marchés — de même qu'une réglementation appropriée — font souvent défaut dans les pays en développement » alors même qu'« une partie importante du développement réside précisément dans la création de ces capacités institutionnelles ». Celles-ci résultent d'une construction patiente d'appareils stables et efficaces, régis par la culture d'un « service public honnête », avec des fonctionnaires talentueux, innovants, biens rémunérés et promus en fonction de leurs performances.

Au cœur de cette construction : la création d'une classe moyenne « la voix reconnue et respectée, tant au niveau local et central ».

Enfin, la commission se dit « fermement convaincue que les stratégies de croissance ne peuvent réussir sans un engagement à l'égalité des chances dans la jouissance des fruits de la croissance ». Si dans les premiers stades de la croissance, une tendance naturelle à creuser les écarts de revenus peut s'expliquer (et non se justifier), les gouvernements sont invités à la contenir.

Voilà un juste retour des choses. A. B.

(*) *The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development*. Le rapport peut être consulté sur le site de la commission : www.growthcommission.org

Le « consensus de Washington » qui a longtemps servi de feuille de route au Fonds monétaire international (FMI) ou à la Banque mondiale dans les politiques qu'ils préconisaient pour les pays en développement et qui faisait de la libéralisation économique l'alpha et l'oméga de la croissance, ce consensus se fissure plus vite qu'on ne pouvait l'espérer. Un récent rapport rédigé par des sommités mondiales de l'économie l'achève sans appel. Ce « rapport sur la croissance » (*) est le fruit de deux années de travail d'une commission composée de 21 barons de l'économie, de l'entreprise et des ONG, au rang desquels deux prix Nobel dans cette discipline, dont son président Michael Spence (prix Nobel et professeur émérite de l'université de Stanford aux Etats-Unis).

Depuis 1950, treize pays connaissent un rythme de croissance égal ou supérieur à 7 % par an sur une longue période (25 ans ou plus). Un rythme considérable puisqu'il a permis à ceux qui l'ont atteint ou dépassé de doubler la taille de leur économie tous les dix ans. Cette situation, inédite, n'a été possible que parce que l'économie mondiale est de plus en plus ouverte et intégrée, autorisant des gains de croissance rapides grâce à la libre circulation des idées, des technologies et des savoir-faire. Cela est particulièrement vrai pour les dragons asiatiques adoués d'un « miracle » sur lequel commencent néanmoins à peser d'énormes doutes.

Suffit-il d'enregistrer des records de croissance pour prétendre au développement ? La question, récurrente depuis le début des années 1960, revient au plan de l'actualité du fait de la prise de conscience de plus en plus large de la plus grande arnaque de la fin du siècle écoulé : « Le consensus de Washington » — un socle de sacrosaintes valeurs néo-libérales né du croisement adultérin de la reddition du socialisme bureaucratique soviétique et de l'esbroufe de la « réaganomics » développée par les « Chicago-Boys » au milieu des

années 1980. C'est à l'aune de ces valeurs qu'avaient été notamment élaborés et encadrés tous les plans d'ajustement structurel des économies rentières en crise de liquidités, comme la nôtre.

Il est heureux de constater que les premières voix discordantes qui comptent émanent y compris du sérail puisque la commission qui compte de nombreux responsables du FMI et de la Banque mondiale vient de se livrer à un sévère réquisitoire contre ce qui passe encore pour des prescriptions divines dans l'élaboration et la conduite des politiques économiques.

« La croissance n'est pas en fin en soi (...) Elle est une condition nécessaire, mais insuffisante, pour un développement plus large, susceptible d'en élargir la portée pour des acteurs humains productifs et créatifs. »

Dans un premier volet intitulé « Dynamiques de croissance et économie globale », le rapport identifie certaines des caractéristiques des économies à forte croissance et envisage comment d'autres pays en développement peuvent les imiter, tout en refusant l'existence de « formule générique » et en insistant sur les particularismes. « S'il n'y avait qu'une seule doctrine valable pour la croissance, nous l'aurions trouvée. Nous en sommes persuadés », commentent les auteurs du rapport.

Une croissance rapide et soutenue ne se produit pas spontanément. Elle exige des dirigeants politiques « un engagement à long terme, poursuivi avec patience, persévérance et pragmatisme ».

Outre l'investissement direct étranger, l'éducation est le principal vecteur d'une croissance susceptible de combler le retard sur les économies avancées.

Il est vain d'espérer une croissance rapide sans des investissements publics conséquents dans les infrastructures, l'éducation et la santé. Loin d'évincer l'investissement privé, ces dépenses génèrent un retour sur investissement profitable à l'entreprise privée elle-même parce qu'elle pourra bénéficier de travailleurs instruits et soignés, de

routes praticables et fiables, d'électricité.

De même que doivent être prises en compte les conséquences économiques de la faim, de la malnutrition et de la maladie sur la croissance. « Ainsi, lorsque les enfants souffrent de malnutrition dans l'utérus ou dans la petite enfance, leur développement cognitif peut être compromis de façon permanente. Cela réduit leur productivité et leur capacité à bénéficier d'une formation. Cela est également profondément injuste ».

La mondialisation est énoncée comme « une ressource essentielle » à la croissance : elle offre aux pays en développement une élasticité des marchés pour leurs exportations, la possibilité de se spécialiser dans de nouvelles lignes d'exportation et d'améliorer leur productivité par des moyens multiples.

L'ouverture sur l'extérieur n'est cependant pas la seule voie d'accès à la croissance. Certains pays qui se sont appuyés sur le marché intérieur et mis en œuvre des stratégies de substitution aux importations « ont parfois réussi à stimuler l'investissement, le poids et l'efficacité des producteurs nationaux », tout en faisant l'économie des risques et des chocs inhérents à une brutale ouverture à la concurrence étrangère. La limite aux politiques souverainistes est que « les stratégies de croissance qui s'appuient exclusivement sur la demande intérieure atteignent vite leurs limites : le marché domestique est généralement trop faible pour soutenir la croissance pendant longtemps et il n'offre pas à une économie la même liberté de se spécialiser dans ce qu'elle peut produire le mieux ».

Pour reprendre une métaphore du rapport, « si la croissance du PIB doit être mesurée par rapport aux grands arbres de la macroéconomie, tout se passe dans les petits maquis ou sous-bois microéconomiques, où poussent de nouvelles branches et où les troncs morts sont éliminés ». Les politiques de croissance et de réformes visent à favoriser cette microéconomie de création et de destruction, et, surtout, à protéger

les personnes qu'elle affecte le plus.

Même avec une main-d'œuvre abondante, ce qui est le cas de nos jours, une croissance rapide n'est pas à l'abri d'un premier obstacle : un faible rythme de l'investissement (public et privé) généralement affecté par la disponibilité de l'épargne. La forte croissance généralement enregistrée a comme avatar d'ignorer une part considérable des revenus qu'elle a engendrés : il n'est pas rare de rencontrer des taux d'épargne nationale de 20-25% ou plus. Les besoins de financement peuvent ainsi être aisément couverts par l'épargne intérieure. Une option à encourager parce que les capitaux étrangers sont vus comme « un substitut imparfait à l'épargne intérieure, y compris l'épargne publique, pour couvrir les besoins en investissements d'une économie en pleine expansion ».

Par ailleurs, une croissance rapide et soutenue, sur une aussi longue période, exige une direction politique forte, crédible et efficace qui se mesure à l'existence d'une stratégie de croissance transparente et partagée : ses objectifs sont connus d'une population acquise à l'idée qu'elle-même ou ses enfants jouiront des fruits de la croissance après tant de sacrifices et d'efforts.

Quelle que soit la formule qu'il requiert (parti unique ou multipartisme), le leadership requis est assis sur la stabilité, l'expérience, la patience, des objectifs planifiés à long terme et la ferme maintien du cap sur la croissance.

« De même que la croissance n'est pas une fin en soi, les réformes ne le sont également pas. Les deux ne sont que des moyens. » Et les deux failliront si un grand nombre de personnes ne ressentent pas, en bout de course, une amélioration de leurs conditions. Une économie de marché bien comprise est alors une économie « adulte et responsable ». Elle repose sur des institutions fortes qui définissent les droits de propriété, le respect des contrats, la formation des prix et veillent à combler les lacunes et déficits d'information entre acheteurs et vendeurs qui

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laïlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



DÉRAPER, LUI ? JAMAIS !

Algérie. Débits de boissons alcoolisées. Le régime a décrété leur ...

...mise en bière !

Je suis un peu triste. Un peu plus qu'un peu, à bien y regarder. Je suis d'autant plus triste que l'objet de ma tristesse, c'est mon journal. Mon propre journal. Une expression employée dans *Le Soir d'Algérie*, hier lundi m'a chiffonné, m'a chagriné : « Le dérapage verbal de Belkhadem ». Non les amis ! Dix mille fois non les camarades ! Cent mille fois non les compagnons ! Belkhadem n'a pas dérapé lorsqu'il a affirmé que « la Constitution de l'Algérie, c'est le Saint Coran. » L'idée même d'un simple dérapage verbal s'agissant de Belkhadem me met en rogne, me ronge les sangs et me donne envie de gueuler à tue-tête, dans les couloirs du journal : « Belkhadem ne dérape jamais. La machine Belkhadem a été pensée et conçue pour ne jamais déramer. Le machin Belkhadem est comme ces voitures bourrées d'options technologiques, telles que l'anti-dérapage et le correcteur de trajectoire. » Lorsque je lis, accolée au nom Belkhadem, l'expres-

sion « dérapage verbal », c'est comme si le pauvre monsieur avait juste fauté sans intention de le faire, s'était un peu écarté de la route, avec la ferme intention de revenir dans le droit chemin. C'est cette désagréable sensation que suscite en moi la formule « dérapage verbal ». Belkhadem est un peseur de mots. Son chemin, il le suit scrupuleusement depuis des lustres. Son sillon, il le creuse inlassablement, sans dévier d'un pouce. Cet homme-là ne dérape jamais. Il se penche sur une oreille « amie ». Il s'accoute en habits « amis ». Il truffe et farcit ses discours d'expressions fleurant bon le musc. Et ce ne sont jamais là des formes de dérapages. Il livre combat. Sa guerre à lui pourra durer cent ans. Mille ans. Il en livre la portion pour laquelle il a été désigné. Un autre, des milliers d'autres comme lui prendront le relais. Peu lui importe de partir un jour. C'est un soldat de l'intégrisme. Un soldat discipliné et qui ira jusqu'au bout de lui-même. C'est-à-dire au bout de nous. Sans jamais déramer. Jamais ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

En partenariat avec
SOLEIL VOYAGES

Met en place

un vol ALGER - PALMA

6 Juillet au 31 Août
chaque Dimanche à 13H00

Tel.: 021 67 56 21
021 67 56 22
Fax : 021 67 56 25
Riad El Feth Niveau 108 local 2A12